

**« Ramener à la maison les résultats obtenus à Rome »
Renforcement de l'utilisation et de l'application
des résultats politiques du CSA**

Événement co-organisé par la Représentation permanente de l'Allemagne et le MSC

Date : 6 avril 2017, 9h30-12h30

Lieu : Siège de la FAO, Sheikh Zayed Centre

1) Contexte et justification

Depuis sa réforme en 2009, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est devenu la principale plate-forme internationale et intergouvernementale ouverte pour la promotion de la convergence, la cohérence et la coordination des politiques dans le domaine de la sécurité alimentaire et la nutrition. En réponse à la crise des prix alimentaires de 2007/2008, **la réforme du CSA a établi une nouvelle vision pour la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire et de la nutrition**, avec un mandat fort pour favoriser la réalisation progressive du droit humain à une alimentation adéquate.

Aujourd'hui, tous les secteurs concernés peuvent participer aux travaux du CSA, conformément à leurs rôles, en particulier les gouvernements en tant que membres et participants de l'ONU ainsi que d'autres institutions intergouvernementales, la société civile, les institutions de recherche ou encore le secteur privé. **Le CSA est un espace unique en son genre, au sein du système des Nations Unies, notamment en ce qui concerne la participation de la société civile**, car les voix des organisations de petits producteurs et productrices d'aliments, des agriculteurs et agricultrices familiaux, des artisans-pêcheurs, des peuples autochtones, des travailleurs/travailleuses de l'agriculture et de l'alimentation, des pasteurs, des sans-terres, des femmes, des jeunes, des consommateurs, des populations urbaines en situation d'insécurité alimentaire et des ONG sont en mesure de participer activement et de manière collective, par le biais d'un espace autonome et ouvert, le MSC.

Une **évaluation indépendante du CSA** est actuellement conduite depuis 2016. L'une des principales questions ayant surgi de l'évaluation est **le défi d'une meilleure utilisation et application des résultats politiques du CSA**. En ce sens, l'événement contribue aux discussions dans le contexte de l'évaluation du CSA.

Au cours des dernières années, les membres et les participants du CSA **ont obtenu plusieurs résultats stratégiques**, discutés dans le cadre de la gouvernance participative et inclusive du CSA et ensuite approuvés de manière consensuelle par les gouvernements des pays membres. Il existe deux catégories distinctes parmi les résultats du CSA en matière de politiques :

- a. **les outils plus larges d'orientation des politiques** qui ont été discutés et négociés : les Directives volontaires sur la réalisation progressive du droit à une alimentation adéquate

dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale ; les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, pêches et forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (DVGT) ; le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition (GSF) ; les Principes pour un investissement agricole responsable et le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées (CSA-FFA) ;

- b. **les recommandations politiques plus spécifiques** qui ont été négociées à partir des recommandations **d'un rapport du HLPE** ou d'un autre type de processus de délibération. Elles incluent notamment les recommandations politiques adoptées récemment sur l'établissement de liens entre les petits exploitants et les marchés, sur le développement agricole durable au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, y compris le rôle de l'élevage et sur l'Eau pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Toutes ces recommandations plus spécifiques ont été incluses aux rapports de la Plénière annuelle du CSA puis inclus au Cadre stratégique, qui sert de cadre général pour l'action du CSA et comme recueil vivant de référence pour tous les résultats du CSA en matière de politiques.

La **distinction** entre les résultats politiques plus larges et ceux plus spécifiques est de nature technique et porte principalement sur la portée et la longueur des documents. Le défi concernant l'amélioration de l'utilisation, de l'application et du suivi des résultats politiques du CSA vaut également pour les deux types de résultats politiques.

La **qualité et la pertinence** de ses résultats sont largement reconnues **comme étant l'un des principaux points forts du CSA réformé**, compte tenu notamment **du caractère participatif et inclusif des processus** qui ont abouti à ces résultats.

Cependant, **il est également évident que l'une des faiblesses du CSA est l'utilisation, l'application et le suivi limités de ses résultats**. Cette perception et la préoccupation qui en découle ont été maintes fois exprimées au cours des dernières années par plusieurs membres et participants aux discussions du CSA.

Bien que des progrès importants aient été accomplis au cours des deux dernières années pour améliorer le suivi des résultats politiques du CSA, **il subsiste un besoin évident de mener un travail conceptuel et opérationnel pour élaborer des propositions en vue d'une meilleure utilisation et application des résultats du CSA**. Les propositions pourraient également orienter le suivi de l'évaluation du CSA.

L'exercice de suivi qui a été mené en tant que projet pilote au sein du CSA en 2016 sur les DVGT, tel qu'il a été préparé et présenté au cours de la première manifestation thématique mondiale sur l'utilisation et l'application des DVGT, **a apporté la preuve de l'énorme potentiel, en termes d'impacts, de l'application dans les politiques et les programmes des instruments du CSA**.

L'exercice de suivi des DVGT réalisé en 2016 a permis de rassembler des données probantes sur la manière dont les gouvernements, les organisations intergouvernementales, les organisations de la société civile, les milieux universitaires et les groupes du secteur privé ont contribué, de par le passé, à l'utilisation et à l'application des résultats politiques majeurs du CSA. Il est suggéré, ici, **de tirer les enseignements de ces processus** afin d'améliorer l'utilisation et l'application des résultats du CSA.

En ce sens, un point de départ important est **l'utilisation et l'application des résultats politiques du CSA dans différentes sphères**, comme indiqué dans l'exercice sur les DVGT, y compris :

- a. la diffusion et la sensibilisation ;
- b. le renforcement et le développement des capacités ;
- c. la création et la consolidation des espaces de dialogue politique ;
- d. les réformes des politiques et des cadres juridiques ;
- e. la participation effective des groupes sociaux spécifiques au processus de mise en œuvre ; et
- f. le suivi et l'évaluation.

Un autre point de départ est le fait que le CSA lui-même n'est pas un organe d'exécution. **Il appartient à ses membres et aux participants de contribuer à l'utilisation et l'application des résultats politiques du CSA**, conformément à leurs rôles et responsabilités en tant que :

- a. gouvernements et organisations gouvernementales ;
- b. organisations intergouvernementales, en particulier les agences basées à Rome, les autres organismes des Nations Unies et les institutions financières;
- c. société civile ;
- d. institutions de recherche ;
- e. secteur privé.

Le développement de propositions pour l'utilisation et l'application des résultats du CSA doit s'appuyer sur le mandat, l'engagement et les fonctions spécifiques de chacun des membres et des catégories de participants et devra tenir compte des forces, des faiblesses et des potentialités de chacun, ainsi que de la coopération entre tous ces acteurs.

La **perspective d'un tel processus ne peut être centrée sur Rome**, mais **doit être pilotée par les pays**. Les organisations de la société civile ont souvent abordé ce défi de l'application des résultats du CSA, en utilisant l'expression populaire « **Ramener à la maison les résultats obtenus à Rome** ». Elles explorent comment les résultats obtenus par le CSA à Rome peuvent être utilisés, « à la maison », en vue d'élaborer de meilleures politiques sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

L'exercice d'application **devrait mettre en pratique le principe inhérent aux résultats du CSA consistant à se concentrer sur les groupes sociaux les plus touchés par l'insécurité alimentaire et la malnutrition**, qui sont en même temps ceux qui contribuent le plus à la sécurité alimentaire et à la nutrition, dans le monde entier. Un principe clé pour garantir une bonne utilisation et application des résultats du CSA est donc d'obtenir le meilleur impact possible pour ces groupes sociaux - les petits producteurs et productrices d'aliments, les agriculteurs et agricultrices familiaux, les artisans-pêcheurs, les peuples autochtones, les travailleurs/travailleuses de l'agriculture et de l'alimentation, les pasteurs, les sans-terres, les femmes, les jeunes, les consommateurs, les populations urbaines en situation d'insécurité alimentaire - ainsi que la réalisation progressive de leur droit à une alimentation adéquate.

La délibération sur une meilleure utilisation et application tirerait non seulement parti des expériences qui ont été documentées et évaluées dans le cadre de l'exercice de suivi du CSA. Elle ferait également et efficacement le lien entre, d'un côté, l'utilisation et l'application et le suivi, de l'autre. **Elle encouragerait les membres et les participants du CSA à promouvoir des événements de**

suivi au niveau national, dans le cadre de stratégies efficaces pour une meilleure utilisation et application des résultats politiques du CSA.

2. Objectifs

L'événement organisé par l'Allemagne et le MSC est destiné à jouer un rôle de catalyseur dans un processus de discussion participatif et inclusif, en vue de parvenir à une meilleure utilisation et application des résultats du CSA et de clarifier les concepts pour permettre une action concrète de la part de tous les acteurs intéressés et engagés, mais aussi de garantir un lien entre l'utilisation, l'application et le suivi des résultats du CSA.

En ce sens, **l'objectif général** de l'événement est de contribuer à une meilleure utilisation, application et suivi des résultats politiques du CSA.

Les **objectifs spécifiques** de l'événement sont les suivants :

- Discuter des aspects clés et des propositions spécifiques visant à améliorer l'utilisation et l'application des résultats politiques du CSA ;
- Jouer un rôle de catalyseur dans une discussion participative et inclusive en vue d'une meilleure utilisation et application des résultats politiques du CSA ;
- Encourager la promotion d'événements nationaux autour de la thématique du suivi, dans le cadre de stratégies efficaces pour une meilleure utilisation et application des résultats politiques du CSA.

Le **groupe cible** de l'événement est formé des membres et des participants du CSA. Tous les membres et participants du CSA devraient être invités, ainsi que le personnel des agences basées à Rome.

Comme mentionné précédemment, la **manifestation contribuera également à poursuivre la discussion sur l'un des principaux défis** identifiés dans le contexte de **l'évaluation indépendante du CSA.**

3) Proposition d'ordre du jour

9h30 – 9h45 Ouverture

- S.E. l'Ambassadrice Amira Gornass, Présidente du CSA et Représentante permanente du Soudan (confirmé)
- M. Friedrich Wacker, Directeur de la Coopération Internationale et de l'Alimentation Mondiale, Ministère fédéral de l'alimentation et de l'agriculture (confirmé)
- M. Javier Sánchez, Membre du Comité de Coordination du MSC (confirmé)

9h45-11h30 Panel 1 : Principaux aspects et propositions en vue d'une meilleure utilisation et application des résultats du CSA

- Groupe de discussion interactif comprenant :
 - S.E. l'Ambassadeur Juan Rafael Mesa Zuleta, Représentant permanent de la Colombie (*confirmé*)
 - Alberta Guerra, Membre du Comité de Coordination du MSC (*confirmé*)
 - Mme Anna Rapazzo, FAO (*confirmé*)
 - M. Harold Liversage, FIDA (*confirmé*)
 - Mme Elisabeth Rasmusson, PAM (*confirmé*)
 - M. Nathanael Pingault, HLPE (*confirmé*)
 - M. Barrie Bain, MSP (*confirmé*)
- Discussion selon la technique « fishbowl » avec les participants
- Modération : Fernanda Tansini, Représentation permanente du Brésil, Présidente du GTCNL du CSA sur le Cadre stratégique mondial (*confirmé*)

11h30-12h15 Panel 2 : Expériences et propositions concernant la promotion d'événements nationaux autour de la thématique du suivi

- Présentation d'expériences :
 - S.E. l'Ambassadeur Serge Tomasi, Représentant permanent de la France (*confirmé*)
 - Mme Susanne Näumann, Ministère fédéral allemand de l'alimentation et de l'agriculture (*confirmé*)
- Commentaires de :
 - S.E. l'Ambassadrice Tembi Tambo, Représentante permanente de l'Afrique du Sud (*confirmé*)
 - Mme Mariam al Jaajaa, Comité de coordination du MSC (*confirmé*)
- Discussion interactive avec la salle
- Modération : M. Mafizur Rahman, Représentation permanente du Bangladesh, Président du GTCNL du CSA sur le Programme de travail pluriannuel (*confirmé*)

12h15-12h30 Conclusions et prochaines étapes :

- S.E. l'Ambassadeur Heinrich Thölken, Représentant permanent de l'Allemagne (*confirmé*)
- M. Naseegh Jaffer, Membre du Comité de Coordination du MSC (*confirmé*)